

## Ce dont nous avons besoin c'est ce que nous prendrons !

édito

La CGT éduc'action 92 ne se pose absolument pas la question de savoir qui est responsable de la rentrée 2012. Tout le monde sait qu'elle a été préparée par Chatel dans une volonté de casser l'emploi et le service public d'éducation. Le nouveau ministre de l'Éducation Vincent Peillon y a certes porté quelques retouches (1000 postes dans le 1er degré, quelques dizaines de profs et d'assistants d'éducation dans le second degré) mais le compte n'y est évidemment pas ! C'est une rentrée avec près de 13 000 postes supprimés que nous vivons. Les conséquences sur l'emploi dans un contexte particulièrement dégradé sont sensibles notamment dans l'enseignement professionnel. De fait, il y a une forte inquiétude sur le réemploi des contractuels ainsi que sur l'affectation des TZR. En ce qui concerne les contractuels les conditions d'affectation sont particulièrement opaques - l'ancienneté dans le contrat et l'établissement n'étant souvent pas respectés. Il y a nécessité, alors que le plan de résorption de la précarité va se mettre en place (mais pour un nombre réduit de personnels), de garantir le réemploi de tous les contractuels.

Dans le 1er degré non plus le compte n'y est pas : avec plus de 900 élèves supplémentaires, ce sont 33 postes qui sont quand même supprimés dans le département. Certes, les annonces d'augmentation du nombre de postes au concours et la fin du diktat (mais pour le seul ministère de l'Éducation !) du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite sont des annonces positives mais nous serons très attentifs à ce que la hausse démographique en cours ainsi que les besoins réels de l'éducation soient couverts.

Au-delà des questions d'emploi, la formation des enseignants est elle aussi à peine sortie de la politique de l'ancien gouvernement. Un geste a été fait (3 h de décharges dans le second degré, pas toujours appliqués dans les services en temps effectifs ; 1 journée sur 4 jusqu'en décembre pour les professeurs des écoles stagiaires). On est loin des revendications de la cgt Educ'action (voir p. 3) et de ce dont ont besoin les personnels pour entrer

dans le métier : au minimum 2/3 de décharge horaire.

En dehors de l'Éducation, on entend le même refrain dans la rengaine gouvernementale. Sans remettre en cause totalement ce qu'a fait le gouvernement précédemment, on procède à quelques ajustements souvent à la marge. Certes le ton a changé, de très légères améliorations ont lieu, mais dans le fond c'est la même politique : que ce soit pour les Roms (voir p 4), pour la politique économique et sociale (maintien d'un jour de carence pour les fonctionnaires...). Rien n'a vraiment changé sur le fond. Sur la forme, les termes du dialogues et le ton général se sont améliorés, sans conteste. Cela ne saurait suffire à nous faire accepter une austérité qu'on veut imposer (y compris en transformant un traité inique en loi organique le TSCG) aux peuples et aux salarié-es sans jamais régler le problème là où il est : l'inégale rétribution du travail par rapport au capital car pour le gouvernement il ne saurait y avoir de remise en cause du système capitaliste.

Pendant ce temps là celui-ci continue de prospérer sur le dos des salarié-es. Les plans sociaux n'ont pas cessé depuis mai 2012 : Doux, Sanofi, Carrefour, PSA, alors même qu'ils font des bénéfices et en rétribuant largement leurs actionnaires (aux dernières nouvelles la famille Peugeot n'a pas démenagé dans un 2 pièces !). (suite page 2)



## Edito (suite)

(suite page 1) Aujourd'hui c'est le site d'Aulnay sous Bois que PSA a décidé de supprimer. La raison une fois de plus invoquée : le manque de compétitivité. Les voitures sortant d'Aulnay font pourtant partie des meilleures ventes et rapportent donc de l'argent : mais ce n'est jamais assez, il leur en faut toujours plus et pour cela on n'hésite pas à sabrer dans les effectifs. La bataille pour Aulnay est non seulement importante pour les salariés mais une victoire et le maintien du site seraient aussi un sacré symbole contre la toute puissance du système. La CGT Educ'action 92 sera aux cotés

des luttes des travailleurs d'Aulnay. Le 29 septembre sera organisé aux 3000 à Aulnay, où vivent beaucoup de salariés de PSA, un grand meeting de lutte. Le 9 octobre - à l'appel des fédérations CGT de l'industrie mais aussi de la santé et d'autres - aura lieu une manifestation pour la défense de l'emploi industriel en France. Parce que ce combat est juste et parce que dans nos écoles, collèges et lycées, nous participons à la formation de ces salariés, nous serons à leur côté !

Samuel Serre, secrétaire général

## Déclaration au C.T.S.D. des Hauts de Seine (6 septembre 2012)

La CGT-éduc'action 92 aborde cette rentrée, comme la plupart de nos collègues avec un goût presque amer dans la bouche ou un je ne sais quoi de maussade dans le ton. Nous constatons que cette rentrée est pire que la précédente. Moins d'enseignants, et, en particulier moins de remplaçants de proximité (les ZIL), plus d'élèves par classe, pas d'amélioration en vue de nos traitements, des retraites, de la Sécurité sociale, de nos conditions de travail.

Certes nous enregistrons avec satisfaction les annonces de créations de postes pour la rentrée 2013, qui constitueraient, à n'en pas douter, une inversion de la politique suivie depuis une décennie. Mais, d'une part, nous sommes comme Thomas qui ne croyait que ce qu'il voyait, et, d'autre part, nous vivons, aujourd'hui, comme tous nos collègues, la rentrée de 2012, et nous aimerions bien que ce qui change vraiment ne se fasse pas autant attendre.

En outre, pour le reste, nous ne sommes guère séduits par l'apparent changement politique. Le socle commun est maintenu, proclamé, affirmé, sacralisé. Les programmes de 2008 n'ont pas l'air de déranger notre ministre, par ailleurs, dans le second degré, la réforme du lycée, ainsi mal nommée, est toujours d'actualité. Pire, on ne reviendra manifestement pas sur la réforme du bac professionnel en trois ans, pourtant désormais célèbre par le nombre d'élèves qu'elle a écarté du système scolaire. Une épée de Damoclès pèse sur le Collège unique.

Nous semblons entrer dans une ère qui colle parfaitement à la phrase de Lampedusa dans "Le Guépard" : « Il faut que tout change pour que rien ne change ». Dans la réalité de tous les jours, nos collègues continuent de se demander comment

finir le mois, surtout quand ils ont des enfants, hésitent à s'arrêter quand ils sont malades pour ne pas être frappés du jour de carence et espèrent qu'on n'augmentera pas trop leur temps de travail. Ils sont désormais inquiets quant à la durée de leurs congés et très surpris d'apprendre de la bouche de leur ministre que le 3<sup>e</sup> trimestre n'existe pas.

Une rentrée morose, donc, à l'image du système capitaliste qui n'en finit pas de mourir, mais qui pourrait bien durer encore mille ans, émaillée toutefois de quelques événements réjouissants pour la CGT Educ'action, comme la grève des collègues de Lurçat maternelle à Gennevilliers, qui n'exigent ni une aumône, ni la lune, mais simplement, les moyens de scolariser des enfants de deux ans. Voilà, s'il le fallait, un élément qui donne confiance en les enseignants, et peut-être en l'Homme... Comme l'a écrit Victor Hugo, « Ceux qui vivent sont ceux qui luttent », ce sera notre conclusion.



## 1er degré : ajustements de rentrée 2012

Lors du comité technique spécial départemental du 6 septembre, sept ouvertures conditionnelles ont été transformées en ouvertures :

- Val de Bièvres Maternelle (Antony)
- Jean d'Ormesson Élémentaire (Asnières)
- Point du jour élémentaire (Boulogne Bllt)
- Lazare Carnot Élémentaire (Colombes)
- Jean Jerphanion Élémentaire (La Garenne Co-

lombes)

- Ancien Couvent Maternelle (Puteaux)
- Centre Elementaire (Sceaux)

Par ailleurs, une ouverture supplémentaire a été obtenue à Louise Michel (ex Jardin parisien) à Clamart. Une fermeture a été prononcée : Jules Ferry maternelle (Bois Colombes).

## Précarité

### Futurs enseignants, stagiaires, non-titulaires. Changement ou précarisation ?

La nouvelle majorité a laissé entendre la venue de changements profonds concernant l'entrée dans le métier et la situation des personnels non-titulaires. En cette rentrée 2012, pourtant, les aménagements sont encore bien timides et les projets de long terme ne sont pas sans inquiéter les personnels les plus soumis à la précarité de l'emploi – les non-titulaires – et à la précarité du travail – les stagiaires, les futurs enseignants et les TZR.

Cette année encore, des collègues non titulaires ne sont pas renouvelés alors qu'à l'autre bout de la chaîne, certains postes ne sont pas encore pourvus. Par exemple au Lycée Guy de Maupassant de Colombes où deux postes d'Anglais et d'Espagnol attendent encore leurs enseignants. Ce besoin avait pourtant été signalé à plusieurs reprises par les personnels auprès de l'inspection académique

Au sujet des stagiaires, le ministère a pris des mesures en vue de ne pas se mouiller : une formation de rentrée de cinq jours, sur la base du volontariat, mais lors de laquelle les stagiaires doivent tout de même pointer. Peut-on garantir que ce ne sera pas un instrument de pression utilisé par les inspecteurs en cours d'année ? Trois heures de décharge sur leur temps de travail, deux niveaux de classe et un tuteur sur l'établissement « dans la mesure du possible » (souligne la circulaire), ce qui donne les coudees franches aux chefs d'établissement qui n'entendraient pas les choses de cette oreille.

Enfin, la question de la formation des nouveaux enseignants n'est toujours pas réglée. Outre la question de la masterisation et des modifications à y apporter se pose le problème des « emplois d'avenir professeur », dispositif proposé avec précipitation par

Vincent Peillon. Si ce projet permet de favoriser l'insertion dans le métier de jeunes issus de milieux défavorisés, de nombreuses interrogations se posent : pourquoi un contrat de droit privé ? que se passera-t-il pour les étudiants qui abandonnent ? Le ministre propose une bourse spéciale en échange de « missions » au contenu très vague. Est-ce là un moyen de fournir aux établissements des assistants d'éducation sans avoir à les payer ?

Pour la CGT Educ'action 92, le changement passe aussi par le respect des personnels et de leurs conditions de travail. Nous exigeons le réemploi de tous les précaires, la création d'une véritable formation initiale avec 2/3 de décharge pour les stagiaires. Nous voulons que les personnels soient recrutés au niveau de la licence avec deux années payées après le concours comme stagiaire et à son issue l'obtention d'un master.



## Une histoire de parfums

Cette rentrée 2012/2013 laisse apparaître un constat : la situation dans les établissements ne s'améliore pour l'instant qu'à la marge. Ce point de vue risque de s'imposer comme le fil rouge de cette rentrée. L'analyse des mesures du gouvernement Ayrault en matière de politique scolaire, de leur impact réel, traduit et révèle une idéologie précise, un point de vue sur la société dont les perspectives peuvent être examinées. Certains faits d'actualité, dont nous avons récemment été témoins, permettent la construction d'un raisonnement comparable.

Le 27 août dernier, au petit matin, et la veille d'une décision de justice devant statuer sur le sujet, les autorités ont soudainement procédé à l'évacuation et à la destruction d'un camp de Roms installé près de la ville d'Evry. Le ministre de l'intérieur, drapé d'indignation républicaine, justifia sa décision en déclarant que les conditions sanitaires du campement étaient "insupportables", et que la sécurité ne pouvait être assurée dans une zone enclavée, en bordure du R.E.R. C'est enfoncer une porte ouverte !

La situation était évidemment indigne, mais pourquoi la mairie n'a-t-elle pas auparavant accordé à ces familles ce qu'elles demandaient, soit la possibilité de louer un terrain décent avec eau et électricité ? Qu'y a-t-il de viable à proposer une semaine d'hôtel social en guise de solution ? Et après ? Quelle autre perspective que la précarité ? Quelle rentrée pour ces enfants scolarisés ? Pourquoi les CRS ont-ils interdits aux familles réunies sur le parvis d'Evry, sous un soleil de

plomb, d'accéder à la fontaine qui leur faisait face ? Difficile, face à la démonstration de force, aux moyens employés et l'absence de mesures efficaces, de ne pas songer aux dérives du précédent quinquennat.

La préfecture s'engage à "proposer des solutions pérennes pour chaque cas", une vieille ritournelle pour certains d'entre eux, qui vivent en France, d'expulsions en expulsions, depuis plus de dix ans.

C'est donc effectivement un point de vue, une certaine vision qui a été exprimée par ces événements, par sa couverture médiatique, et nous déplorons cette continuité aveugle dans la fermeté.

Comment ne pas constater l'incohérence d'une politique qui consiste à déplacer les difficultés sans les résoudre, ne pas dénoncer ce mal chronique ?

Le ministère de l'intérieur se félicite de l'absence de violences physiques lors de l'évacuation du campement, c'est bien le minimum ! Nous ne pouvons nous satisfaire de cette incapacité à construire et développer les conditions d'une vie meilleure pour les plus vulnérables d'entre nous. La politique de Mr Guéant en la matière était fréquemment qualifiée de "nauséabonde", notons que le 27 août celle de Mr Valls ne sentait pas l'eau de rose non plus ...La CGT Educ'action 92 ne peut s'en satisfaire tout comme elle attend une autre politique pour les élèves et jeunes majeurs sans papiers : la régularisation.

### AGENDA

|                    |   |
|--------------------|---|
| 21 septembre 2012  | Conseil syndical départemental Lycée Prévert Boulogne B.                            |
| 29 septembre 2012  | 1/2 journée d'information syndicale 1er degré Colombes (réfectoire école Maintenon) |
| 5 octobre 2012     | Formation accueil nouveaux syndiqués CGT Educ 92 (Boulogne)                         |
| 17-19 octobre 2012 | Conseil National de l'Union CGT Educ'action (Sète)                                  |
| 23-25 janvier 2013 | Congrès extraordinaire CGT educ'action  |

### CGT EDUC'ACTION 92

245 boulevard Jean Jaurès  
92100 BOULOGNE BILLANCOURT  
Permanence :  
le vendredi à partir de 10h00

Téléphone : 01 46 08 58 37  
PORTABLE : 06 81 96 51 23  
Messagerie : sdencgt92@wanadoo.fr

**Blog** : <http://www.cgteduc92.org>

### Journal dép. n°17

### Bulletin de contact et de syndicalisation

Nom ..... Prénom .....

Statut : PLP [ ] CPE [ ] - Aed [ ] - Agrégé-e [ ] - Certifié-e [ ] - Contractuel-le [ ] - PE inst. [ ] Autre : .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Tél. .... Email .....@.....

Établissement .....

Code postal ..... Ville .....

Retour à : CGT Educ'action 92, 245, boulevard Jean Jaurès, 92100 Boulogne Billancourt